

Le Démocrate

PRIX = 3000 FC

N° 1128 & 1129 DES MARDIS 14 & 21 JUIN 2022 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



Mis à genoux par le FNDC

Le gouvernement se rétracte et annonce l'ouverture d'un dialogue

Mise en liberté de Damaro

La CRIEF tranche !

P.4

Cellou Baldé

« Nous avons l'impression que le même clan qui a eu raison sur Alpha est en train d'avoir raison sur le colonel »

P.3

Sékou Koureïssy Condé sur la marche du FNDC



« Si elle doit se faire, elle se fera malgré nous »

Compte rendu du conseil des ministres du jeudi 16 juin 2022

La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 16 juin 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de **Son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'État, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.**

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

II. COMMUNICATIONS

III. DECISIONS ET RECOMMANDATIONS

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION.

Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, Chef de l'État a commencé par exprimer toute la compassion et la solidarité du Gouvernement à l'endroit de nos compatriotes décédés dans les accidents de circulation et dans les incendies survenus ces derniers jours. Il a ensuite demandé qu'une minute de silence soit observée en leur



mémoire pour le repos de leurs âmes. Après ce moment de recueillement, le Président de la Transition a fait part de sa réelle satisfaction de se retrouver parmi les membres du Gouvernement pour présider le Conseil des Ministres dans la région administrative de Kindia.

Le message du chef de l'État a ensuite porté sur cinq (5) points :

1 - L'amélioration de la gestion de crises par le Gouvernement :

2 - L'éclairage public

3 - Les centres de sports et de divertissements des jeunes ;

4 - L'aménagement des ronds-points de la ville Conakry

5 - La construction de la transversale de Bambeto et le carrefour de Kissosso.

1. **Concernant l'amélioration de la gestion de crises par le Gouvernement** : le Président de la Transition a instruit le Premier Ministre de prendre des dispositions afin de mieux organiser la coordination et la gestion des crises par le Gouvernement notamment en termes de communication. Il faut selon le Chef de l'État, une meilleure coordination et une synergie d'actions concernant la sécurité routière dans un meilleur délai entre le ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Ministre délégué à la présidence chargé de la Défense Nationale et le département de l'Administration, du Territoire et de la Décentralisation.

Le Chef de l'État a demandé à Madame la Ministre de la Communication et de

l'Information d'attirer l'attention des médias et d'en appeler à leur sens de responsabilité lorsqu'ils diffusent les images de morts et de corps ensanglantés à la télévision surtout à des heures de grande écoute.

Pour Son Excellence Monsieur le Président de la Transition, il faut sensibiliser les médias, les inviter à faire davantage preuve de professionnalisme dans le traitement de l'information et la diffusion de certaines images à la télévision, car les parents des décédés et les morts méritent le respect.

2. **Sur l'éclairage public** : Le Chef de l'État a demandé au Ministre de l'Énergie de lui faire un point de situation sur le remplacement des poteaux solaires qui servent à l'éclairage public dans les grandes artères de Conakry par des poteaux ordinaires et de lui transmettre des échéances claires pour la suite des activités.

3. **S'agissant des centres de sports et de divertissement des jeunes** : le Chef de l'État a regretté qu'en se promenant nuitamment par exemple sur les grands axes de Conakry, on constate que les enfants et les jeunes transforment les voies publiques en terrains de jeux.

Certes, cela constitue des problèmes d'insécurité, mais force est de reconnaître qu'aucune alternative ne leur a été proposée, à ce jour. C'est pourquoi, **le Président de la Transition** a ordonné au ministre de la Jeunesse et des Sports de prendre toutes les dispositions pour mener une véritable réflexion et de proposer des solutions visant à doter les communes et les quartiers de centres de divertissements et de sports. Son Excellence Monsieur le Président a insisté sur la nécessité de s'intéresser aux

problématiques de jeunesse pour espérer qu'elle assure dignement la relève du pays.

4. **Concernant l'aménagement des ronds-points de la ville de Conakry** : le Chef de l'État a instruit le ministre de l'Urbanisme de l'Habitat et de l'aménagement du territoire et celui de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation de prendre des dispositions pour l'aménagement des ronds-points de Conakry dans les meilleurs délais.

5. **Sur le dernier point relatif à la construction de la transversale de Bambeto et le carrefour de Kissosso**, Son Excellence Monsieur le Président de la Transition a demandé au Ministre des Infrastructures et des Transports de lui donner plus de visibilité sur ce chantier. Le Chef de l'État veut comprendre pourquoi le carrefour de Kissosso continue d'être un nœud d'embouteillage. Le Président a ensuite instruit de prendre les mesures pour résoudre ce problème.

II. COMMUNICATIONS

Le Premier Ministre a réitéré ses félicitations aux membres du Gouvernement pour le travail abattu durant ces quatre semaines d'immersion à l'intérieur du pays.

Il a informé le Conseil du retour à Conakry de l'ensemble des membres du Gouvernement le samedi 18 juin 2022 pour rendre compte de l'immersion au Président de la Transition avant la transmission du rapport synthèse des quatre étapes. Par la même occasion, il a informé le Conseil de la transmission du rapport d'étape de Labé

(Suite à la page 4)

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression : SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "**L'Indépendant/Le Démocrate**" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "**L'Indépendant/Le Démocrate**" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

MIS À GENOUX PAR LE FNDC

Le gouvernement se rétracte et annonce l'ouverture d'un dialogue

Le Front national pour la défense de la constitution (FNDC) est décidé à en découdre avec les nouvelles autorités du pays. Pour ce faire, il appelle les citoyens Guinéens à battre le pavé, ce jeudi 23 juin, à Conakry, pour réclamer l'ouverture d'un dialogue inclusif et sincère.



Le gouvernement qui faisait jusque-là, la sourde oreille, se rétracte. C'est le moins qu'on puisse écrire, après avoir entendu des membres du gouvernement sur le sujet, dont le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation.

Invité de l'émission "On Refait le Monde" de Djoma Média, Mory Condé annonce qu'il rencontrera dans les prochains jours, la coordination nationale du FNDC, dans le but d'aplanir les divergences. «Avec la manifestation du FNDC, comme tous les membres du gouvernement, nous estimons que les citoyens Guinéens que ce soit le FNDC qui se lève pensant que la transition n'est pas en train d'être conduite dans l'intérêt du peuple de Guinée, nous ne ferons que nous rapprocher d'eux pour discuter. Dans les prochains jours, nous allons chercher à rencontrer la coordination nationale du FNDC pour discuter avec eux. De tout compte fait, si le FNDC veut que les choses aillent dans ce pays, moi en tant que ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, ce serait un plaisir de les écouter, nous sommes dans une transition, nous voulons que les choses aillent ; il n'y a pas

de raison qu'on puisse se laisser se tirailler par voie de presse ou à travers des communiqués pour des questions qu'on peut régler. J'ai toujours tenté de dialoguer avec eux, ils ont toujours répondu respectueusement à travers des courriers-réponses », indique-t-il.

D'ailleurs, le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation souligne que «cette fois-ci, nous allons faire l'effort formel ou informel de se retrouver autour d'une table, de discuter, d'aplanir nos divergences et aller sur des propositions concrètes qui puissent permettre à notre pays, d'avoir une transition apaisée et inclusive permettant aux Guinéens de passer à autre chose... Que

ce soit le FNDC ou une autre structure qui voudrait se prononcer sur la conduite de la transition, moi en tant que ministre de l'Administration du territoire, je lui prête une oreille attentive», laisse-t-il entendre.

Cette sortie de Mory Condé démontre la fragilité de ceux qui s'estiment aujourd'hui puissants dans le pays. Même si, de son côté, le procureur près la Cour d'Appel de Conakry multiplie ses menaces contre le FNDC.

En tout état de cause, aucune manifestation ne peut être bénéfique pour la junte qui a du mal à convaincre les organisations internationales.

Sadio Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

CELLOU BALDÉ

« Nous avons l'impression que le même clan qui a eu raison sur Alpha est en train d'avoir raison sur le colonel »

Cellou Baldé n'est pas tendre avec le pouvoir actuel. Pour lui, les actions qui ont poussées le colonel Mamadi Doumbouya à renverser le pouvoir d'Alpha Condé reviennent avec les militaires. A en croire le coordinateur des antennes de l'UFDG de l'intérieur du pays, le président de la transition doit éviter un affrontement.



« Neuf mois après, monsieur le Président nous arrivons à la conclusion que les opportunistes, les imposteurs ont eu raison sur la transition. Que les profiteurs et les affamés ont eu raison de la transition. Nous ne souhaitons pas en arriver là. Nous ne souhaitons pas que la rue nous partage (...) Comment comprendre qu'un gouvernement de la transition puisse sillonner le pays, sortir des milliards dans une économie sous perfusion, pendant que nos mamans tirent le diable par la queue, pour aller faire des séjours doré à l'intérieur du pays », s'interroge Cellou Baldé.

Par ailleurs, ce proche de Cellou Dalein Diallo dit avoir constaté, que les sacrifices consentis par le peuple martyr de Guinée est en train d'être trahi: « Les sacrifices sont en train d'être noyés. Mais nous avons également compris que des petits profiteurs sont en train de nager dans l'argent du pays. Des anciens mendiants nommés à des postes de responsabilité se permettent d'insulter la mémoire des victimes. Quand ils nous

dissent que Dieu protège les oiseaux de mauvais augure. Oui que Dieu produise les oiseaux de mauvais augure qui peuvent prendre la transition en otage, qui veulent tromper le colonel et le peuple de Guinée. Monsieur le Président, nous n'accepterons pas que ce sacrifice soit dévoué. Nous n'accepterons pas que la transition soit dévouée, que les petits profiteurs puissent vivre sur le dos du contribuable guinéen. Nous ne l'accepterons pas. Nous avons vu un gouvernement qui se cherche, des communications incohérentes, chaotiques qui brisent même le mensonge parfois. Monsieur le Président débarrassez-vous de ces imposteurs pendant qu'il est temps. Débarrassez-vous des profiteurs, des opportunistes. Nous avons l'impression que le même clan qui a eu raison sur Alpha Condé est en train d'avoir raison sur le colonel Mamadi Doumbouya », a-t-il conclu à l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire du parti, le samedi dernier.

Amadou Tidiane Diallo

Compte rendu du conseil des ministres du jeudi 16 juin 2022

au Président de la Transition.

Enfin, le Chef du Gouvernement a rappelé aux ministres du pool financier et celui des Mines que le rapport et l'arrêté conjoint sur la fixation du prix de référence de la bauxite doivent être soumis à Son Excellence Monsieur le Président de la Transition le vendredi 17 juin 2022. Il a invité ces derniers à lui soumettre ces documents dans les meilleurs délais.

AU TITRE DE LA COMMUNICATION CONJOINTE DES MINISTRES DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE, DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS, DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, DE LA SANTE DE L'HYGIENE PUBLIQUE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION, DE L'INDUSTRIE DU COMMERCE ET DES PME

Compte tenu du caractère extraordinaire de ce conseil des Ministres et de l'importance de la communication du jour, l'ensemble des membres du Gouvernement ont eu l'occasion de s'exprimer et de faire des propositions et recommandations sur l'amélioration de la sécurité routière en Guinée.

Il a tout d'abord été relevé qu'en l'espace de 3 jours, plusieurs cas d'accidents de la circulation sont survenus faisant un bilan macabre de 33 décès et plus de 30 blessés.

Selon les statistiques des services spécialisés de la police et de la gendarmerie, plus de 21 890 cas d'accidents se sont produits durant les cinq (5) dernières années sur les routes guinéennes avec 2 781 décès et 13 711 blessés qui, parfois se retrouvent handicapés à vie.

Le Conseil a identifié trois facteurs majeurs concernant les causes de ces différents accidents : les facteurs humains, les facteurs liés aux infrastructures et les facteurs liés aux engins roulants (poids lourds, autos, tricycles et motocycles).

Concernant **les facteurs humains**, le Conseil a principalement mentionné :

Ø - La non-application parfois et par endroit par les agents de police et de gendarmerie des lois et règlements régissant la sécurité routière ;

Ø - L'excès de vitesse, la conduite en état d'ébriété et la consommation des stupéfiants ; ;

Ø - L'inadvertance des conducteurs et des piétons ;

Ø - L'incivisme de certains usagers qui conduisent sans permis et sans assurance valides ;

Ø - Le surnombre de passagers dans les voitures en violation flagrante des lois et règlements en vigueur ;

Ø - La mauvaise gouvernance du secteur de la sécurité routière notamment le manque de personnel, de formation et d'équipements ;

Ø - La facilité d'obtention des permis de conduire sans avoir à passer le code de la route.

Sur les **facteurs liés aux infrastructures**, le Conseil a relevé :

Ø - L'état dégradé des routes et autres pistes rurales ;

Ø - Le manque de signalisation routière sur l'ensemble du réseau ;

Ø - Le manque de ralentisseurs dans les zones urbaines et dans les zones « accidentogènes » ; ;

Ø - L'absence d'un système organisé de gestion des urgences médicales dans le pays.

Enfin, concernant **les facteurs liés aux engins roulants**, il est dénoté :

Ø L'état vétuste des véhicules et autres poids lourds ;

Ø Le manque de contrôle permettant d'assurer la fiabilité technique avant la mise en circulation ;

Ø Le nombre grandissant d'engins à deux et à trois roues sans aucune réglementation en la matière.

III. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

Suite à la communication conjointe des **ministres de la Sécurité et de la Protection civile, des Infrastructures et des Transports, de la Justice et des Droits de l'Homme, de la Santé et de l'Hygiène publique, de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et de l'Industrie, du Commerce et des PME**, le Conseil a fait les recommandations à court terme ci-après :

1. Renforcer le contrôle routier et faire respecter les lois en matière de sécurité routière (validité de tous les documents requis pour la conduite des engins roulants) ;

2. Mener une campagne de sensibilisation intense dans les médias publics et privés en partenariat avec l'Office Guinéen de Publicité ;

3. Relancer et renforcer progressivement le contrôle technique systématique de tous les véhicules en circulation. Un centre de contrôle technique sera ouvert dans chaque région administrative ;

4. Entretien des routes notamment les points critiques ; mettre des ralentisseurs dans les zones « accidentogènes » et des panneaux de signalisation ;

5. Responsabiliser les gouverneurs, les préfets, les commissaires centraux de police et les syndicats des transporteurs dans le contrôle de tous mouvements de départ des gares routières relevant de leurs juridictions respectives ;

6. Développer un système d'aide médicale d'urgence en y greffant des centres d'appels et des hubs d'ambulances et de corbillards ;

7. Renforcer les moyens d'intervention de la protection civile et opérationnaliser les protocoles de gestion des catastrophes au niveau du MATD ;

8. Renforcer la sécurité fluviale et maritime notamment en cette période de repos biologique ;

A Moyen terme, le Conseil a recommandé :

1. D'intégrer la sécurité routière dans les

programmes scolaires ;

2. De revoir le cadre institutionnel et rendre opérationnel la Direction Nationale des Assurances (DNA) ;

3. De mettre en place une compagnie de réassurance en Guinée ;

4. De mettre en place un modèle d'intervention rapide à l'image du SAMU ;

5. De contrôler l'accès aux substances prohibées notamment dans les gares routières ;

6. D'Aménager des aires de repos le long des routes nationales ;

7. Rappeler la responsabilité sociale des médias ;

8. Régulariser les horaires de circulation des poids lourds et instaurer un contrôle strict à l'instar des autres pays du monde ;

9. Appuyer le corps des assistants sociaux permettant d'apporter l'aide sociale et psychologique aux victimes et aux familles des victimes ;

Kindia le 16 juin 2022

Transmis par la Cellule de Communication du Gouvernement.

La CRIEF tranche !

L'ancien président de l'Assemblée nationale, Amadou Damaro Camara va continuer sa galère à la maison centrale de Conakry. Ce lundi 20 juin 2022, la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) a rejeté la demande d'une mise en liberté provisoire introduite par ses avocats.



En détention depuis le 28 avril dernier, Amadou Damaro n'a pas pu obtenir, cette fois-ci encore, une mise en liberté. Poursuivi pour "détournement des

deniers publics", l'ancien PAN va devoir continuer son séjour à la maison carcérale de Conakry.

Le juge d'instruction a confirmé dans toutes ses dispositions l'ordonnance qui a envoyé en prison Amadou Damaro Camara. « Le juge a confirmé la décision en

instance. En conséquence, les juges de la chambre spéciale de contrôle de la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF) ont

ordonné le maintien de M. Amadou Damaro Camara en détention provisoire. Et, à l'audience de ce jour, cette ordonnance a été confirmée dans toutes ses dispositions. Donc, il reste en prison », a confié une source proche de l'ancien député.

Tout, porte à croire que, Damaro Camara n'est pas le seul concerné dans cette affaire. Il y a également Kassory Fofana, Mohamed Diané, Oyé Guilavogui, Damantang Albert Camara, tous des anciens ministres sous l'ère Alpha Condé, qui sont incarcérés à la maison centrale de Conakry.

Amadou Tidiane Diallo

MANIF DU FNDC

« Pour le moment nous observons la situation »

(GOHA)

Dans un entretien accordé à notre rédaction, le lundi 20 juin 2022, le président du Groupe organisé des hommes d'affaires (GOHA) a donné sa position par rapport à la marche projetée le 23 juin 2022, à Conakry, par le FNDC. Chérif Abdallah Haidara annonce que le GOHA est pour l'heure en observation de la situation.



pour soutenir colonel Mamadi Doumbouya à l'époque le jour où, ils ont pris le pouvoir. Nous espérons toujours qu'il ait une ouverture entre tous les acteurs du pays et le CNRD pour pouvoir travailler pour l'intérêt de la Guinée. Il n'y a pas de raison qu'il y ait des tiraillements », plaide l'opérateur économique.

si on touche un cheveu d'un opérateur économique, nous allons réagir, et conséquemment. Donc nous espérons que la sécurité sera là pour protéger les opérateurs économiques et de leurs biens. Pour le moment, nous observons la situation. Et nous voulons qu'il ait l'unité et l'entente. Nous voulons à ce qu'il ait dialogue réel et sincère entre tous les acteurs du pays pour que la transition se passe convenablement.

Parce qu'il ne faut pas qu'on écoute les personnes qui cherchent des intérêts personnels et qu'on laisse l'intérêt général du pays. Parce que dès qu'un nouveau pouvoir arrive, ils ont des nouveaux amis. Et je pense que les autorités ne doivent pas écouter ça. Ils doivent ouvrir le dialogue quand on est président de la République, vous êtes président de tout le monde », a-t-il déclaré.

Amadou Tidiane Diallo

« Je pense que les discours vont dans tous les sens. Nous ne voulons pas à ce que la transition échoue. Parce que si elle échoue encore nous allons revenir en arrière. Nous avons lutté contre le troisième mandat, parce qu'on ne pouvait pas accepter que le mal continue. Je pense que je suis l'un des premiers Guinéens qui a fait une vidéo

Va-t-il prendre part à cette première manifestation du FNDC sous l'ère Doumbouya ? « Moi je suis un observateur averti. Je suis en train de voir la situation sur le terrain. Tout ce que je vais demander aux uns et aux autres, c'est d'épargner les opérateurs économiques par rapport au mal que nous avons connu : des destructions de biens publics et privés. Parce que

CELLOU BALDÉ AU COLONEL DOUMBOUYA :

« Vous n'avez pas assez de munitions pour tirer sur le peuple de Guinée »

Cellou Baldé, responsable des fédérations de l'UFDG à l'intérieur du pays a mis en garde le Colonel Mamadi Doumbouya sur la gestion de la Transition. Pour lui, personne ne peut affronter le peuple.

« Nous lançons un dernier conseil au Colonel Mamadi Doumbouya, on ne peut pas affronter son peuple monsieur le président. Vous n'avez pas assez de munitions pour tirer sur le peuple de Guinée. Vous n'avez pas de bombe lacrymogène sur le peuple de Guinée. Mais monsieur le président une seule table

suffit pour discuter, pour que l'ensemble des Guinéens, pour que la classe politique guinéenne, les forces vives de la nation, les acteurs politiques qui comptent, les acteurs des organisations de la société civile qui comptent pour que vous puissiez conformément à l'esprit de l'article 77, pour que vous puissiez vous mettre ensemble à table pour discuter. Que nous discussions de cette Guinée qui nous appartient tous », a-t-il lancé, ce samedi 18 juin, à l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG.

« Monsieur le président

du CNRD, la Guinée ne vous appartient pas à vous seul même si vous avez le fusil de la République et ce fusil appartient à tout le monde et ce n'est pas lui qui va régler les problèmes de la Guinée.

Pendant 11 ans le fusil de la République a été détourné contre les fils et filles de la Guinée et c'est à cette situation que vous êtes venus mettre fin le 5 septembre. Donc, nous invitons incessamment avant le 23 juin de mobiliser les vrais forces vives de la



nation. Mettez de côté cette justice aux ordres, mettez de côté la justice inféodée », a ajouté Cellou Baldé.

Bhoye Barry

Contribution

La problématique des infrastructures sportives

(Thierno Saidou Diakité)

1. E CONTEXTE

En dépit d'une volonté politique régulièrement affirmée mais jamais matérialisée, la situation des infrastructures sportives du pays laisse cruellement à désirer. De nos jours, nous ne disposons que de l'unique complexe du stade du 28 septembre de Conakry, qui date des années 60, et le grand stade Général Lansana Conté de Nongo. Cet état de fait pénalise fortement la promotion de la pratique sportive. Avec pour conséquence, le manque de performances notables au plan local, sous régional, régional et international.

De ce qui précède, l'analyse de la problématique des infrastructures sportives suscite un certain nombre de questions :

· Quelle est la situation actuelle des infrastructures sportives du pays ?

· Existe-t-il une

politique de maintenance des infrastructures existantes ?

· Quelle politique pourrait-on envisager pour le développement de ces infrastructures ?

· Que prévoit la loi relative au sport et aux activités physiques en matière d'infrastructures sportives ?

L'examen de ces interrogations nous conduit à adopter le raisonnement suivant :

· Etat des lieux des infrastructures sportives ;

· Politique de maintenance de l'existant ;

· Politique de développement des infrastructures sportives ;

· Examen de la structure de gestion des infrastructures sportives ;

· Examen de l'environnement législatif relatif aux infrastructures sportives.

1. ETAT DES LIEUX :

· Infrastructures sportives inadéquates et insuffisantes au regard de la massification et la diversification de la pratique sportive ;

· Absence de réserves foncières pour l'aménagement d'espaces de pratique de sport ;

· Infrastructures sportives actuelles mal entretenues, et dans un état de délabrement très avancé faute de moyens conséquents

· Absence d'une culture de la maintenance au sein de l'administration.

PROPOSITIONS CONCRETES

1. Matérialiser la volonté politique qui va se traduire par une politique hardie de construction et de réhabilitation par l'Etat, par les collectivités locales ;

(A suivre)

ATTENTION LA GRIPPE AVIAIRE DÉCLARÉE EN GUINÉE

« Elle peut être mortelle pour l'homme », enseigne le Pr

Mamadou Saliou Sow

La grippe aviaire refait surface en République de Guinée. Le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Mamoudou Nagnalen Barry a confirmé l'information le 7 juin dernier. C'est quoi cette maladie ? Quelle est sa dangerosité ? Pour tout savoir, guinee7.com et Mediaguinee.org ont rencontré Pr Mamadou Saliou Sow, professeur agrégé en maladies infectieuses et chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital national Donka actuellement délocalisé à Nongo Conteyah.



C'est quoi la Grippe aviaire ?

La grippe aviaire est une infection due à un Orthomyxovirus, qui touche des oiseaux. Autrement dit, c'est une grippe des oiseaux et autres espèces animales. Le plus souvent les vétérinaires l'appellent peste aviaire. Cette infection est due à un virus de la famille des Orthomyxoviridae et du genre virus influenza. Il y a en a trois types : le A, le B et le C. Le A qui infecte non seulement les animaux mais aussi les hommes. Le B et C n'infectent que l'homme.

Quels sont les signes par lesquels on reconnaît cette maladie chez l'humain ?

Ce sont les mêmes signes que la grippe saisonnière : maux de tête, éternuements, courbatures, douleurs ostéoarticulaires.

Parfois vous avez des signes de gravité, les signes de détresse respiratoire et la mort.

Comment ce virus se transmet à l'homme ?

Les premières sources d'infection sont les matières fécales des oiseaux ; les sécrétions respiratoires des oiseaux. Et, donc la transmission se fait de deux manières. Soit, vous avez une transmission directe : les animaux infectés vont transmettre le virus à des animaux non infectés à travers les matières fécales, à travers leurs sécrétions.

Soit la transmission indirecte. Elle se fait cette fois-ci à travers l'environnement (la nourriture, l'eau des oiseaux) de l'animal.

Est-ce que la grippe aviaire est une maladie mortelle ?

Oui elle est mortelle. Et, cette mortalité est autant plus importante s'il y a des facteurs de risques (les âges extrêmes, les maladies pulmonaires chroniques (les BPCO), le VIH, le tabagisme,...).

Les autorités ont confirmé la présence de la grippe aviaire dans le pays. A quel type avons-nous à faire ?

En rappel, le 1er sous - type qui a été découvert à Hongkong en 1997, a été très mortel. C'était le sous type H5 N1. Et, il faut craindre ce sous type. Parce qu'il a la possibilité de se recombinaison et d'infecter l'homme et d'autres espèces animales.

Comment il faut faire pour prévenir la grippe aviaire ?

La prévention de cette grippe, est à deux niveaux. C'est à dire avant qu'on ait la maladie, ce sont les mesures défensives: mesures de surveillance, basées sur la clinique (par les vétérinaires), la sérologie des oiseaux domestiques et sauvages. Mesures strictes sur les importations de volailles et leurs produits des mesures du contrôle des voyageurs, le contrôle des denrées animales dans les points d'entrée. Les mesures offensives. Pour ces mesures, il faudra l'abattage des animaux, la désinfection, la vaccination ciblée des animaux, des mesures de biosécurité (ensemble de mesures et de règlements visant à réduire le risque de transmission de la maladie chez l'homme et chez l'animal).

guinee7.com

SÉKOU KOUREÏSSY CONDÉ SUR LA MARCHÉ DU FNDC

« Si elle doit se faire, elle se fera malgré nous »

Le président du parti Alliance pour le renouveau national (ARENA) a réagi lundi à la marche pacifique pour un retour à l'ordre constitutionnel du front national pour la défense de la constitution (FNDC) prévue le 23 juin prochain.



Pour Sékou Koureïssy Condé, si la marche du front devait se réaliser, ce serait malgré lui car, dit-il, il n'est jamais trop tard pour dialoguer. Il invite par ailleurs les autorités de la transition à donner toutes les chances à la paix.

« Je ne suis pas un opposant, je veux la paix pour tous et la stabilité pour mon pays. La manifestation est un droit constitutionnel indéniable et dans le contexte actuel, elle n'est ni notre souhait et si elle doit se faire, elle se fera malgré nous. La manifestation est un dernier recours pour ceux et celles qui n'ont pas de place autour de la table. Face aux manques de suites à nos multiples initiatives et autres appels au dialogue inclusif. Il n'est pas trop tard. Nous invitons, encore une fois, les autorités de la transition à donner toutes les chances à la paix.

A l'évidence, l'évaluation de la conduite de notre transition soulève aujourd'hui plus de questions que de réponses.

Ceci mérite d'être pris en considération et possible d'être corrigé ensemble rapidement.

Notre volonté d'aider à trouver des pistes rassurantes et réconciliatrices ne fait l'objet d'aucun doute », a souligné Sékou Koureïssy Condé.

Et d'ajouter : « c'est à ce titre, que nous avons proposé et que nous réitérons notre proposition de mise en place d'un comité ad hoc composé de 12 personnalités pour 12 jours afin de faciliter la mise en place d'un cadre de dialogue et nous permettre d'aller tous ensemble. Aucun sacrifice n'est de trop pour ramener l'esprit de sincère acceptation mutuelle pour la paix et la stabilité de la Guinée ».

Sadjo Bah

Le Démocrate
Votre hebdomadaire de tous les mardis

GUINÉE

Bah Oury s'interroge sur le bien-fondé de l'incarcération d'Aboubacar Soumah



Le président du parti GDE, Aboubacar Soumah a été placé sous mandat de dépôt ce lundi 20 juin 2022, dans une affaire liée à sa brouille la semaine dernière, avec les animateurs de l'émission les Grande Gueules d'Espace Fm.

Commentant cette actualité, Bah Oury estime qu'il y a déjà trop de choses sur lesquelles les guinéens ne sont pas forcément d'accord qu'il ne faut pas en rajouter en plaçant sous mandat de dépôt un leader politique pour avoir pris au collet, un journaliste.

Le Président du GDE s'est laissé emporter par sa colère jusqu'à tenir au collet le journaliste des GG de la radio Espace FM au cours du talk-show auquel il était invité. De par son statut d'ancien député et de maire M. Soumah aurait dû se calmer. Toutefois, cet acte répréhensible devrait-il l'envoyer à une détention préventive ? La justice n'aurait-elle pas une main trop lourde, au regard de l'incident ? C'est vrai, il faut que l'impunité soit combattue mais la justice efficace n'est elle pas celle qui fait preuve

de pédagogie ? La fragilité du tissu national et les difficultés actuelles pour l'instauration d'un dialogue responsable et inclusif entre tous les acteurs militent en faveur d'une attitude clémente pour M. Soumah. Nous avons déjà assez de points de frictions dans le pays pour en rajouter », a-t-il écrit sur sa page Facebook.

Mosaiqueguinee.com

MOHAMED BÉAVOGUI

« Nous avons une compréhension de ce que nous croyions être la Guinée,... »

Sur instruction du président de la transition, le gouvernement dirigé par Mohamed Béavogui a bouclé la semaine dernière, une immersion de 4 semaines à l'intérieur du pays pour, entre autres, toucher du doigt les réalités du pays profond.

Même s'il annonce un rapport détaillé de cette mission, à l'occasion d'une conférence de presse ce lundi 20 juin, le premier ministre Mohamed Béavogui a donné quelques informations liées à cette immersion gouvernementale.

Selon le locataire du palais de la colombe, le constat révèle une situation alarmante et douloureuse.

« Cette tournée était nécessaire pour répondre de façon plus efficace à la volonté de refondation du CNRD. Chers compatriotes. Le constat est douloureux, il faut le reconnaître. Nous avons une compréhension de ce que nous croyions être la Guinée, mais la réalité est encore plus violente. Nous avons visité des régions de la Guinée où il y avait, dans une grande partie, l'absence de l'État, un déficit de gouvernance, un manque alarmant de services publics de base, de moyens et de



ressources humaines », a-t-il dit.

Pour remédier à cette situation peu reluisante, le premier ministre a laissé entendre que tous les guinéens devraient se mettre ensemble et conjuguer les efforts. C'est dans ce cadre qu'il appelle à un sursaut national des fils et filles du pays.

« La conclusion principale qui s'impose est que l'état de notre pays demande l'effort de tous. Il est temps que les Guinéens

se mettent ensemble pour travailler. Nous n'avons pas le temps de nous diviser et de multiplier les querelles. Les Guinéens souffrent. Nous avons les moyens de réduire cette souffrance, cela se fera par le dialogue et dans la paix. Aujourd'hui plus qu'hier, une union sacrée s'impose entre les Guinéens. Au nom du Président de la Transition et du CNRD, j'invite à un sursaut national », a-t-il lancé.

Mohamed Nana Bangoura

DIALOGUE

Louncény Fall salue l'annonce faite par le Premier ministre



L'annonce faite hier lundi par le Premier ministre guinéen Mohamed Béavogui de l'ouverture d'un dialogue sincère et franc avec tous les acteurs sociopolitiques du pays a été saluée par Louncény Fall.

L'ancien Représentant spécial

et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale qui croit aux vertus du dialogue dit encourager toutes les parties à répondre favorablement à cette initiative.

« Je salue l'annonce faite par PM# Mohamed Béavogui de la volonté du gouvernement Transition d'organiser dans les prochains jours un Dialogue

Inclusif sans tabou avec toutes les Forces Vives du pays. J'encourage toutes les parties concernées à répondre favorablement à cette initiative », a écrit dans un tweet le grand diplomate guinéen.

Mediaguinee



MARCHE DU FNDC

« C'est comme si, on veut créer des problèmes... » (Dr

Ibrahima Sory)

Si l'Union des Forces Démocratiques de Guinée de Cellou Dalein Diallo et l'Union des Forces Républicaines de Sidya Touré, tous membres du groupe des 58 soutiennent la marche projetée par le FNDC le jeudi 23 juin 2022, le leader du parti ADC-BOC lui ne s'inscrit pas dans cette même logique.

Selon Dr Ibrahima Sory Diallo, la marche n'a pas de motif justifié.

« Nous ne voyons pas le motif qui justifie la marche à cette phase. Même si la charte de la transition a été violée en ses articles 8, 12 et 77 par le CNRD, tout ça c'est réglable »

Il invite les membres du front national pour la défense de la constitution à reporter la marche pour donner une chance à la CEDEAO dans la résolution de la crise.

« La CEDEAO qui doit se retrouver le 3 juillet va dépêcher monsieur Ibn Chambas, je pense qu'il



fallait attendre le passage de monsieur Chambas pour prendre l'initiative de marcher ou pas. Si on annonce une marche actuellement, c'est comme si on veut créer des problèmes là où ça n'existe pas. Raison pour laquelle nous, nous avons estimé que le FNDC devait reporter la marche... Si on se précipite alors qu'on ne sait pas ce que la CEDEAO va faire, on

engage des problèmes qui vont être préjudiciables », a-t-il déclaré lundi 20 juin 2022 dans un entretien avec notre rédaction.

Puisque la junte militaire au pouvoir n'a fait mention de candidature aux futures élections, Dr Ibrahima Sory Diallo conseille le FNDC et la classe politique d'accepter que la CEDEAO puisse arbitrer.

Mamadou Sagnane

SOUS L'ÈRE CONTÉ, ASSURE DALEIN

« On n'était pas là pour chercher l'argent, mais pour servir toute la Guinée »

Face à des ennuis judiciaires, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) continue de justifier sa gestion sous le régime de Lansana Conté. Depuis Philadelphie, Cellou Dalein Diallo a indiqué à ses militants qu'il a géré dans les règles de l'art quand il était aux affaires. « Grâce à la confiance du général Lansana Conté, nous avons eu la possibilité de mettre en évidence notre attachement à toute la Guinée. Pour la modernisation des infrastructures routières, on a mené une bataille pour construire l'autoroute de Conakry », se réjouit l'ancien Premier ministre. A un moment donné, poursuit Cellou Dalein Diallo, « la Banque mondiale et la Banque islamique de développement ont dit qu'on ne peut pas réaliser ce projet, qu'il faut investir dans



l'éducation, le développement rural et que c'est un projet couteux. Nous étions conscients qu'il était nécessaire pour la mobilité à Conakry, surtout qu'on voulait vendre l'utilité du corridor malien pour passer par le port de Conakry. On a même été bloqué par le chef de file du projet à un moment donné (...). On a convaincu d'autres bailleurs de fonds qui ont accepté de réunir le montant pour réaliser l'autoroute. Imaginez si aujourd'hui, l'autoroute n'était pas là ».

A l'époque, se souvient le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée, « il y avait une campagne contre Cellou pour dire qu'il déteste une ethnie. Mais quand j'avais une petite responsabilité, qu'est-ce que j'ai fait pour la Haute Guinée ? » avant de citer notamment la construction des ponts sur le Niger, la Fataala et le Bafing.

Pourtant, note-t-il, « j'étais ministre de la République. On ne décide pas par rapport à l'ethnie ou à la région. On décide par rapport à la Guinée. On a mobilisé 100 millions de dollars pour faire Kankan-Kouremalé avec la rigueur dans les appels d'offres. On a reversé les 16 millions de dollars restants. Il n'y a eu aucun avenant

sur le projet (...). On n'était pas là pour chercher l'argent, mais pour gagner la confiance de celui qui nous a nommés et servir toute la Guinée ».

VisionGuinee.Info

Boussouriou Doumba

DANSA KOUROUMA

« La nouvelle constitution ne doit pas être écrite par des fantômes »

Dans le cadre de ses consultations avec les couches sociopolitiques, le président du Conseil national de la transition (CNT) a échangé ce lundi avec des chefs de quartier de la capitale. A cette occasion, Dansa Kourouma a laissé entendre que la nouvelle constitution sera rédigée par des représentants des composantes de la société guinéenne.



Pour le président du CNT, la meilleure façon de prendre en compte les aspirations des administrateurs territoriaux, « c'est de construire une croix de transmission entre eux et nous, créer un espace où on peut donner des

informations sur ce que nous faisons et comptons faire et recueillir leur retour. C'est ce qui va permettre à la représentation nationale de travailler et en restant en phase avec les aspirations de la population ».

Dansa Kourouma affirme qu'il est fondamental de « partager avec eux nos ambitions pour le futur notamment l'élaboration de la nouvelle constitution qui ne doit pas être écrite par des fantômes. Ça doit être une constitution rédigée par

des hommes bien connus. L'ensemble des composantes de la société auront la possibilité de donner leur point de vue. Parce que ce qu'on fait pour eux sans eux est contre eux ».

Le patron de l'organe législatif souligne l'impérieuse nécessité pour chacun de faire « montre de sa responsabilité dans le cadre du renforcement de la paix et de la cohésion nationale pendant cette période de transition ».

Opinion

Non au scénario du 28 septembre 2009 et non au scénario du 03 décembre 2009



1. Il va bien le Colonel Mamadi Doumbouya. Il finira en bonne santé sa mission en bon légionnaire et patriote soldat guinéen.

2. Il nous a fait sortir de prison le 5 Septembre 2021 avec beaucoup d'humilité.

3. Il a honoré l'armée guinéenne en impliquant chaque soldat dans la gestion de la Transition par l'élargissement du CNRD à toutes les Forces de Défense et de Sécurité dans leur diversité professionnelle et ethnique.

4. Il a honoré les Généraux des FDS et les fonctionnaires retraités par des mesures d'accompagnement sans toucher à la dignité de personne.

5. Il a confié aux FDS l'administration du territoire de la sous-préfecture jusqu'au sommet tout en maintenant les élus locaux à leur place jusque maintenant.

6. Il a protégé la vie, la dignité et les biens des anciens dignitaires de l'ancien régime y compris l'ancien Président et doyen d'âge Alpha Condé

7. Il a honoré et réconcilié les anciens Présidents Moussa Dadis

Camara et Sékouba Konaté.

8. Il a donné à l'ancien leader de l'opposition Elhadj Mamadou Cellou Dalein Diallo la liberté de voyager partout dans le monde et en Guinée, la liberté de tenir ses réunions dans son siège et son QG qui étaient fermés hier.

9. Il a donné au peuple de Guinée le soutien, la liberté et l'espoir d'une justice équitable pour tous et d'une nouvelle Guinée d'égalité de chance pour tous.

10. Il est entrain de rapprocher les gouvernants aux gouvernés dans nos régions et de nettoyer notre pays de ses déchets et de faire de cette transition une courte période exceptionnelle à la fois fondatrice et générationnelle après 64 ans d'indépendance.

11. Il a promis et s'est engagé par écrit et par serment de partir du pouvoir après 36 mois au lieu de 72 mois que nous projetait l'ancien régime et cela après des élections propres.

12. Il est entrain de vouloir obtenir des géants miniers évoluant en Guinée un plan ferme de construction d'usines

de transformation de nos minerais sur place dans le but d'absorber le chômage et de faire de la valeur ajoutée.

13. Malgré les sanctions de la CEDEAO contre la Guinée et contre les membres du CNRD depuis le 5 Septembre 2021, il a toujours respecté cette institution et toutes les institutions internationales et honorer les engagements internationaux de la Guinée.

Par conséquent, ceux (Guinéens ou étrangers, civiles ou militaires) qui pensent ou préparent déjà un scénario catastrophique du 3 Décembre 2009 doivent changer de stratégie et y renoncer définitivement car notre pays a besoin de Mamadi Doumbouya en bonne santé pour l'exécution correcte du chronogramme de la Transition. Il fait déjà bien le travail et cela avec dévouement et esprit de sacrifice.

Ceux veulent s'opposer aux réformes engagés par le CNRD et les stopper doivent revoir leur copie et aussi savoir qu'il ya maintenant en Guinée des centaines et milliers de Mamadi Doumbouya ou de Moussa Dadis Camara qui rendront le changement du 5 Septembre 2021 irréversible car nos Forces de Défense et de Sécurité ne reculeront pas cette fois ci et les civiles qui défendent la Transition avec les armes de la non violence comme les membres du FNDD n'accepteront pas les scénarios catastrophiques du 28 Septembre 2009 et du 3 Décembre 2009.

#Fndt, Mon Devoir, Ma Patrie.

Keamou Bogola Haba
Coordinateur National du
FNDD

Tribune

Chers politiques, on n'est pas dupe !!!

Il est établi dans l'imaginaire de l'homo Guinéens que pour exister dans ce pays, il faut nécessairement avoir le fil à la patte graduellement devenir une tortue de poteaux.

Pour les tenants de cette ligne naïve et fatalement improductive, on a poussé la déconsidération de l'espèce humaine jusqu'à faire croire que nous sommes tous les mêmes : taillables et corvéables à merci.

Dès lors, le relationnel dans la cosmogonie Guinéenne s'est toujours fondée sur la domination et la manipulation. L'homme guinéen abouti devient la somme de toutes les faillites morales qui jalonnent nos parcours.

Danser sur une même rythmique

Chanter en Chœur

Gare aux voix discordantes. Ces dieux de petits riens sous prétexte qu'ils vont présider à notre destinée s'arrogent le droit de nous dénigrer voire nous dévaluer

L'équilibre du monde est maintenu par les gens de bien. On me dira qu'ils sont minoritaires mais ils existent !!!

Au moment où nous abordons un moment très incertain de notre histoire où l'heure devrait être la combinaison des intelligences, des gens de peu ont pensé qu'ils peuvent mettre à mal les acteurs sociaux.

Redescendons sur terre!!!

Le Forum des Forces Vives de la Nation a été mis en place conformément à l'article 77 de la charte de la transition pour répondre aux exigences de dialogue propre à une démocratie

La patience des initiateurs n'a d'égale que leur volonté d'embrasser tout le monde. D'invitations en concertations les choses de base sont mises en place, aucune entité politique sociale syndicale n'a été en reste car l'objectif des acteurs sociaux, c'est trouver un consensus fort autour de la transition.

Mais des esprits qui n'ont rien compris à la marche du Monde toujours englués dans leurs certitudes, or Nietzsche nous a dit depuis longtemps que ce n'est pas le doute qui rend fou mais la certitude.

Tout d'abord ils ont voulu

retarder le lancement des FVN en usant de dilatoires; ensuite ils sont venus nous voir pensant que ce sera du gâteau et que la danse du scalp aurait lieu. D'emblée, ils ont voulu nous faire croire qu'on est divisés nous autres acteurs sociaux, chose que nous avons rectifié aussitôt.

NOUS N'AVONS PAS D'ADVERSAIRES AU SEIN DES ENTITÉS SOCIALES surtout que nous visons les mêmes objectifs. La mise à mort à échoué !!!

De questions sournoises en questions sournoises, ils ont fini par comprendre qu'ils n'y arriveront pas ... pour la manipulation faudra repasser

Une réponse est promise, elle est arrivée à travers les ondes et le message est clair : » Vous, on ne peut pas vous manipuler soit mais nous avons par devers nous nos bébés qui vont faire le sale boulot, le FNDD est notre bébé «

Je vous laisse imaginer toutes les obligations parentales avec ses devoirs et ses impositions !!!

Réduire ainsi les combattants du FNDD dont l'aura n'est plus à démontrer dans l'histoire récente de notre pays m'est insupportable, vous les discréditez aux yeux de l'opinion alors que nous les voulons forts.

A titre personnel Foniké, Koundouno Ibrahima, Saikou Yaya, Abdoulaye Oumou et surtout Bilo sont mes frères, mes collègues que je le dise ou le taise ils ont toute ma considération

Je serai toujours solidaire à toute action visant à la défense de la démocratie et des droits humains. La marche du 23 juin intéresse tous les acteurs sociaux de tous les bords.

De grâce, sachez que vous n'êtes pas plus intelligents ou plus instruits que la plupart d'entre nous; donc logiquement, vous ne pourrez jamais nous manipuler d'autant plus que vos réussites ne sont en réalité que le fruit de vols de détournements et de trahison du peuple.

Le Forum des Forces Vives de la Nation est le cadre qui sied pour parler de la transition guinéenne, nous vous y attendons quand vous vous serez départis de vos petits calculs.

Si c'est le leadership qui vous intéresse, vos qualités vous imposeront pas les intrigues.

Ibrahima Balaya Diallo
Pdt Forum civil Guinéen

Santé... Santé... Santé...

Fracture de la hanche : symptômes, causes, comment la soigner

Une fracture de la hanche apparaît principalement chez les plus de 65 ans. Quelle peut en être la cause ? Et comment la soigner ? Les réponses avec Top Santé.

Qu'est-ce qu'une fracture de la hanche ?

La fracture de la hanche est une **cassure au niveau supérieur de l'os du fémur**. Elle peut survenir au niveau du col ou au niveau du trochanter. Ce type de fracture est fréquent chez les personnes âgées, elle apparaît généralement après une chute. La fracture de la hanche sans chute est également possible chez les personnes fragilisées, notamment par une ostéoporose.

Quels sont les symptômes d'une fracture de la hanche ?

La fracture de la hanche entraîne le plus souvent une **douleur très intense**, la personne atteinte ne peut généralement pas se mettre debout. Un gonflement et une ecchymose peuvent également apparaître. Après une fracture de la hanche, la position de repos de la jambe peut-être anormale, elle se présente souvent en rotation externe avec un raccourcissement du membre fracturé.

Quels sont les causes et facteurs de risque ?

La fracture de la hanche survient généralement chez les **personnes âgées de plus de 65 ans**. Elle est souvent due à une chute banale du quotidien et touche principalement les femmes. Ce type de fracture peut être favorisé par une ostéoporose ou par des chutes à répétition qui endommagent la structure osseuse. Chez les personnes âgées de moins de 55 ans, la fracture de la hanche survient généralement à la suite d'un **choc violent comme un accident de la route**.

Traitements : comment soigner une fracture de la hanche ?

La fracture de la hanche nécessite généralement une **intervention chirurgicale**. Elle peut prendre la forme d'une



ostéosynthèse qui consiste à poser des plaques ou des vis pour solidariser des fragments osseux. L'intervention peut également consister à poser une prothèse de hanche afin de remplacer les éléments osseux trop endommagés de l'articulation.

Dans quels cas a-t-on besoin d'une chirurgie après fracture de la hanche ?

En cas de fracture, si l'os n'est pas déplacé il est possible d'éviter l'opération chirurgicale en observant un **alitement très strict**. Toutefois, la chirurgie est souvent inévitable et **doit être réalisée dans les 24h suivant la fracture** pour éviter les complications.

Comment se passe la rééducation de la fracture de la hanche ?

La rééducation commence dès le lendemain de l'opération. Le patient est incité à se lever et à faire quelques pas à l'aide de béquilles. Il est également conseillé de s'asseoir sur une chaise pour éviter les risques liés à l'alitement. Des séances de rééducation avec un kinésithérapeute sont ensuite mises en place et peuvent durer plusieurs semaines.

Convalescence : quel est le temps de guérison de la

fracture de la hanche ?

Après une fracture de la hanche, il faut compter **au minimum 3 mois pour retrouver un bon niveau d'autonomie**. L'os se consolide quant à lui au bout de 6 semaines environ si tout se passe bien. Plus l'âge du patient est élevé,

plus la convalescence risque d'être longue.

Peut-on marcher avec une fracture de la hanche ?

En cas de fracture non opérée, si l'os n'est pas déplacé, il est possible de marcher avec une fracture de la hanche. La position debout et l'appui sur la jambe restent toutefois impossibles dans la plupart des cas. Après l'opération, le patient peut faire quelques pas à l'aide de béquilles dès le lendemain de l'intervention. Il devra ensuite faire de la **rééducation pendant au moins 3 semaines**.

Comment bénéficier de soins hospitaliers ?

Après une opération de la hanche, il est **possible de rester hospitalisé pendant 5 à 10 jours** ou plus selon le profil du patient. Les soins infirmiers sont alors prodigués à l'hôpital et

pris en charge par l'Assurance maladie. Une fois sorti de l'hôpital, il est possible de se rendre en centre de rééducation ou de retourner au domicile pour suivre une rééducation avec un kiné. Si besoin, les soins infirmiers pourront être poursuivis et pris en charge par l'assurance maladie.

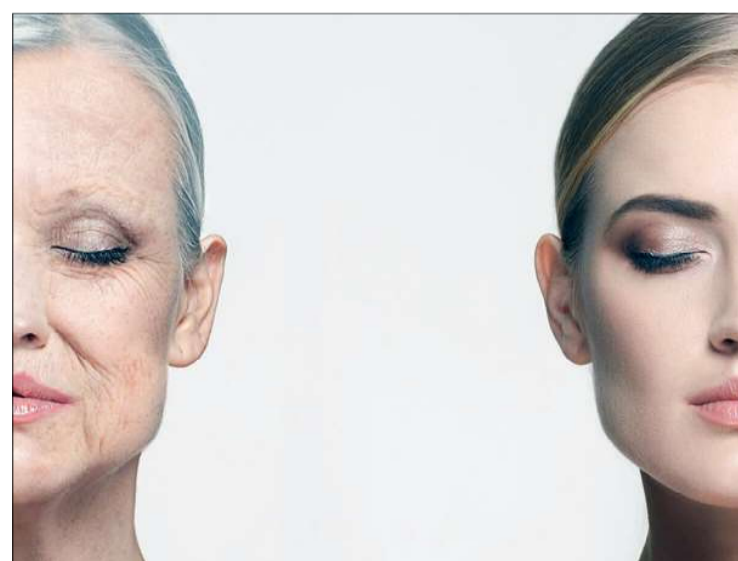
Quels sont les risques et complications ?

Les complications surviennent principalement chez les personnes âgées avec un risque réel de mortalité. L'hospitalisation et l'alitement prolongé peuvent en effet favoriser la survenue d'escarres, mais également de phlébites, d'embolies pulmonaires ou encore d'infections pulmonaires. Une **perte d'autonomie** après l'opération peut également être facteur de risque pour les personnes âgées.

In topsante

Cutis laxa : quelle est cette maladie qui donne l'air plus âgé ?

Une maladie rare affecte l'élasticité de la peau et donne l'air beaucoup plus vieux que son âge, lorsqu'elle affecte le visage notamment. Explications.



«Quel âge tu me donnes ?» Si l'on n'a pas tous un physique qui reflète exactement notre âge, on a l'habitude que notre apparence donne une petite

idée du nombre d'années que l'on a au compteur. Mais ce n'est pas le cas de tout le monde, notamment à cause de **maladies génétiques rares qui affectent la**

peau, comme la **Cutis Laxa**, dont Amélie, 17 ans, témoigne sur Tik Tok et dans une récente vidéo Brut.

Quels sont les symptômes de la cutis laxa ?

Le terme «cutis» renvoie à la peau en latin, et «laxa» veut dire «lâche» ou «relâché». Voici la définition de la maladie «cutis laxa» décrite par le manuel MSD comme «**une pathologie rare du tissu conjonctif, où la peau est flasque et forme de grand plis**», et dont est atteinte Amélie.

(A suivre)

Sources : Tik Tok, Brut, Orphanet, manuel MSD

BORIS JOHNSON

« Nous sommes fiers du partenariat que nous avons noué avec le Rwanda »

Alors que s'est ouvert ce lundi à Kigali le sommet du Commonwealth, le Premier ministre britannique défend la nouvelle politique migratoire du Royaume-Uni en dépit des polémiques. Dans l'entretien qu'il a accordé à *The Africa Report* et *Jeune Afrique*, il se dit aussi préoccupé par la situation sécuritaire dans le Sahel et par la montée en puissance des Russes sur le continent.

Boris Johnson s'attendait-il à un tel tollé en annonçant, mi-avril, la signature d'un accord avec le Rwanda pour qu'il accueille sur son territoire – et moyennant plusieurs millions de dollars – des migrants et demandeurs d'asile acheminés depuis le Royaume-Uni ? Les semaines qui ont suivi, les critiques ont plu sur le Premier ministre britannique, la Cour européenne des droits de l'homme allant jusqu'à annuler à la dernière minute le premier vol qui devait décoller le 14 juin dernier.

C'est dans ce contexte que s'est ouvert, ce lundi à Kigali, le sommet du Commonwealth, auquel les dirigeants des pays membres participeront, jeudi et vendredi. Nul doute que Boris Johnson va tenter d'en profiter pour inverser la tendance et qu'il n'a aucune intention de faire marche arrière. Sur ce sujet et sur d'autres – de l'insécurité au Sahel aux menaces que le changement climatique fait peser sur l'Afrique –, il a répondu par écrit aux questions de *The Africa Report* et de *Jeune Afrique*.

L'accord passé avec le Rwanda en augure-t-il d'autres du même type ? Le Royaume-Uni va-t-il désormais sous-traiter « ses » migrants à des pays tiers ?

Boris Johnson : Il n'existe pas de solution unique pour lutter contre ces redoutables trafiquants d'êtres humains qui alimentent une immigration dangereuse et incontrôlée. Je suis fier du partenariat que nous avons noué avec le gouvernement rwandais, qui contribue à faire obstacle à ces bandes criminelles de passeurs.

Ce n'est toutefois qu'une partie d'une stratégie plus large visant à réformer un système de demande d'asile défaillant et à garantir des voies d'immigration sûres et légales. Il est clair depuis

longtemps que la façon actuelle de faire, avec des personnes désespérées qui donnent toutes leurs économies à des passeurs et traversent l'océan dans des canots pneumatiques fragiles, ne fonctionne pas.

Mais des restrictions de plus en plus strictes en matière de visas empêchent les Africains ayant des raisons valables de se rendre au Royaume-Uni. N'est-ce pas contraire à la promesse d'une « Grande-Bretagne globale » ?

Le Royaume-Uni est ouvert sur le monde. Nos entreprises et nos universités accueillent les éléments les meilleurs et les plus brillants, d'où qu'ils viennent, dans le cadre d'un nouveau système de visa post-Brexit qui supprime les disparités pour les visiteurs non européens. Nous constatons déjà une augmentation de l'immigration qualifiée en provenance des pays non européens.

La crise des réfugiés en Ukraine a récemment entraîné des retards dans le traitement des demandes de visas des visiteurs, mais les entreprises et les touristes africains sont les bienvenus au Royaume-Uni.

Incapable d'exploiter pleinement les richesses en hydrocarbures, empêchée d'obtenir de l'énergie bon marché pour s'industrialiser, très touchée par les effets de la hausse des températures... L'Afrique risque d'être la grande perdante du changement climatique. Est-il utile de rappeler aux nations européennes à quoi ressemblerait réellement un exode climatique des migrants ?

Que les pays qui émettent le moins soient les plus menacés par la hausse des températures est une grande tragédie. Mais la bonne nouvelle, c'est que nous avons désormais des



solutions à portée de main. Nous savons ce qui fonctionne contre le changement climatique et comment associer les nouvelles technologies vertes à une croissance économique rapide. En Afrique, les possibilités de transformer les vastes ressources naturelles du continent en énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, autrement dit en énergie propre, sont illimitées.

Le Royaume-Uni contribue déjà à atténuer les effets du changement climatique, notamment en luttant contre les inondations et en soutenant une agriculture résistante à la sécheresse. Nous travaillons avec les gouvernements et l'industrie pour empêcher la terrible destruction des habitats naturels et faire en sorte que les futurs réseaux de transport et d'électricité de l'Afrique protègent les habitants du continent et de la planète.

La diplomatie économique française est actuellement très offensive, y compris dans des pays comme le Nigeria et le Kenya, tandis que le Royaume-Uni semble marquer le pas. Le Brexit ne peut-il pas être une opportunité pour les entreprises britanniques qui souhaitent se développer sur le continent ?

Le libre-échange est la clé du progrès économique, il permet la paix et la

prospérité. Je veux que le Royaume-Uni soit à l'avant-garde de la collaboration avec ses partenaires africains en matière d'innovation commerciale et de développement d'infrastructures vertes et propres. Nous soutenons aussi la vision africaine d'un accord de libre-échange continental qui, selon la Banque mondiale, permettra à 98 millions de personnes de sortir de la pauvreté d'ici à 2035.

Quitter l'Union européenne a offert aux entreprises et aux investisseurs britanniques d'énormes possibilités d'accroître le commerce avec des économies clés comme le Nigeria et le Kenya, et je suis heureux de les voir les saisir à pleines mains. Les faits parlent d'eux-mêmes : les échanges entre le Royaume-Uni et l'Afrique ont augmenté de près de 30 % depuis 2020, et nous avons désormais conclu des accords commerciaux avec 18 pays du continent, soit plus que [lorsque nous appartenions à] l'Union européenne.

Mais nous ne nous reposons pas sur nos lauriers. Je suis déterminé à voir davantage d'entreprises britanniques en Afrique, qui soumissionnent pour des contrats et encouragent le talent et l'innovation.

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le

développement (Cnuced) estime qu'en 2021, l'Afrique a perdu près de 88 milliards en raison de la fuite illicite des capitaux. Une grande partie de cet argent a transité par des dépendances du Royaume-Uni, comme les îles Vierges britanniques ou des paradis fiscaux comme Jersey et Guernesey. Pourquoi votre gouvernement britannique ne finance-t-il pas mieux ses agences de lutte contre la corruption, étant donné que la réduction de ces flux illicites renforcerait les économies africaines ?

La corruption prive une nation de ses ressources légitimes et étouffe la croissance économique. Elle est odieuse. Nous nous efforçons de lutter contre dans le monde entier en augmentant nos budgets dédiés – 760 millions de livres l'année dernière – et en fournissant une assistance technique directe aux gouvernements africains pour lutter contre le blanchiment d'argent.

Lorsque des fonds sont récupérés, ils peuvent être réinvestis dans le développement. Plus tôt cette année, par exemple, 4,2 millions de livres volées par le gouverneur de l'État du Delta et récupérées par des agences britanniques, ont été rendues au Nigeria pour être allouées à des

(Suite à la page 12)

BORIS JOHNSON

« Nous sommes fiers du partenariat que nous avons noué avec le Rwanda »

travaux d'infrastructure publique essentiels.

Il convient de noter que les territoires britanniques d'outre-mer et les dépendances de la Couronne ont leurs propres gouvernements élus, qui sont responsables de leur politique en matière de services financiers. Ils se sont engagés à mettre en place des registres accessibles au public indiquant les propriétaires des entreprises qui y sont enregistrées, ce qui est une mesure positive et progressiste.

Les politiciens britanniques sont-ils bien placés pour faire la leçon aux gouvernements africains en matière de responsabilité et de bonne gouvernance ?

Je ne crois pas qu'il faille donner des leçons à qui que ce soit. Chaque pays peut faire plus en matière de reddition des comptes, mais la réalité est que le Royaume-Uni dispose d'institutions solides, de médias libres et équitables et d'un système judiciaire indépendant pour demander des comptes au gouvernement.

Nous travaillons en partenariat avec un certain nombre de pays africains pour améliorer la gouvernance. En Tanzanie par exemple, le Royaume-

Uni aide le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de gestion des finances publiques. En Zambie, nous avons financé un système de suivi des votes géré par la société civile lors des dernières élections.

Le Royaume-Uni soutient-il la secrétaire générale Patricia Scotland pour un second mandat à la tête du Commonwealth ?

Nous lui sommes bien sûr reconnaissants pour les services qu'elle a rendus au Commonwealth, mais j'ai décidé que nous soutiendrions la candidate jamaïcaine Kamina Johnson Smith pour être la prochaine secrétaire générale. Elle possède une vaste expérience et a le soutien de tout le Commonwealth pour unir cette famille unique de nations. Alors que nous sortons de la pandémie et que nous devons faire face aux retombées mondiales de l'invasion barbare de l'Ukraine par la Russie, un nouveau secrétaire général pourra relever les défis et saisir les nombreuses opportunités qu'offre le Commonwealth.

Avec l'influence croissante de la Russie au Sahel et la capacité décroissante de la France à tenir la ligne, que peut offrir le

Royaume-Uni aux gouvernements africains du Sahel ?

Il est important que la communauté internationale ne perde pas de vue le Sahel, où les mercenaires russes et les ramifications du groupe État islamique sèment l'insécurité et la souffrance. J'en ai discuté avec mon ami, le président ghanéen Nana Akufo-Addo à Londres il y a quelques mois. Le Royaume-Uni s'est engagé à renforcer la coopération en matière de sécurité avec nos alliés en Afrique de l'Ouest.

Nous proposons une réponse humanitaire, en fournissant 160 millions de livres d'aide à la région depuis 2019, et nous utilisons notre présence diplomatique dans toute la zone pour promouvoir la paix et la stabilité, y compris par le biais de contributions de troupes à la mission de l'ONU au Mali, par exemple, et du travail de résolution des conflits au Niger.

Comment le Royaume-Uni peut-il influencer positivement les pourparlers de paix en Éthiopie ?

La crise au Tigré a été très préoccupante, menaçant de faire reculer les récents progrès démocratiques et économiques en Éthiopie. Le Royaume-Uni s'est engagé à travailler avec les différentes parties pour soutenir le processus de paix, et ma ministre de l'Afrique, Vicky Ford, a travaillé avec le gouvernement d'Addis-Abeba pour faire avancer les choses.

La seule façon de mettre fin à la violence et d'atténuer la crise humanitaire est de trouver une solution politique négociée. Nous aimerions voir les parties se mettre autour de la table pour des discussions sérieuses.

Source : JA

ESPAGNE

Samuel Eto'o condamné à 22 mois de prison pour fraude fiscale



Le président de la Fédération camerounaise de football a plaidé coupable de fraude fiscale et conclu un accord avec le parquet espagnol afin d'éviter d'effectuer une peine de prison.

Selon les termes de cet accord, Samuel Eto'o, qui évoluait au moment des faits au FC Barcelone, a été condamné à une amende et à 22 mois de prison. Toutefois, ainsi que le prévoit la loi espagnole, il ne sera pas incarcéré parce que cette peine est inférieure à deux ans et qu'il n'a pas d'antécédents judiciaires en Espagne.

Le montant de l'amende que devra payer le joueur n'a pas été communiqué par le tribunal. Mais selon la presse espagnole, il s'élève à environ 1,8 million d'euros.

3,9 millions d'euros

Samuel Eto'o et José Maria Mesalles, son ex-représentant qui a pour sa part été condamné à 12 mois de prison et à une amende, devront par ailleurs rembourser au fisc espagnol la somme fraudée, soit près de 3,9 millions d'euros. Contactée par l'AFP, l'administration fiscale n'a pas souhaité faire de commentaire.

Le parquet poursuivait l'ancienne star du ballon rond, devenu fin 2021 président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), pour

quatre délits contre le fisc remontant aux années 2006-2009. Eto'o évoluait alors depuis 2004 au FC Barcelone, avec qui il a gagné trois Championnats d'Espagne, une Coupe du Roi, deux Supercoups d'Espagne et deux Ligues des champions.

Montage frauduleux

Le parquet assurait que le joueur avait mis en place un montage de sociétés afin d'éviter de déclarer une partie de ses revenus. Selon lui, Eto'o avait cédé ses droits à l'image à une société basée en Hongrie qui déclarait ses gains dans ce pays, où le taux d'imposition est un des « plus bas d'Europe ». Une deuxième société, espagnole cette fois, les déclarait en Espagne, mais ces gains étaient imposés au titre de l'impôt sur les sociétés, inférieur à l'impôt sur le revenu qui aurait dû être payé. Le Camerounais « était le vrai titulaire des droits à l'image », affirmait le parquet, selon lequel cette cession était frauduleuse et uniquement destinée à payer moins d'impôts.

Eto'o est le dernier footballeur en date à être condamné en Espagne pour fraude fiscale. Avant lui, Cristiano Ronaldo ou Lionel Messi ont notamment eu des démêlés avec le fisc et la justice.

JA avec AFP

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction